

Mercredi (après-midi) 7 septembre 2016

Direction de l'instruction publique**26 2016.RRGR.50 Postulat 008-2016 Imboden (Berne, Les Verts)
Inciter les enfants et les adolescents à prendre plus souvent leur vélo**

N° de l'intervention: 008-2016
Type d'intervention: Postulat
Déposée le: 17.01.2016
Déposée par: Imboden (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Keller (Hinterkappelen, Les Verts)
Cosignataires: 10
N° d'ACE: 766/2016 du 22 juin 2016
Direction: INS

Inciter les enfants et les adolescents à prendre plus souvent leur vélo

Le Conseil-exécutif est chargé de faire étudier la meilleure manière de régler les aspects énumérés ci-après pour que le vélo soit porté en avant comme le moyen de locomotion privilégié de l'école :

1. assurer la sécurité et l'attractivité des conditions pour favoriser le déplacement à vélo des jeunes usagers et usagères de la route ;
2. créer des places en nombre suffisant pour le rangement des vélos, aménager des chemins cyclables sécurisés et lever l'interdiction du vélo sur les trajets scolaires ;
3. développer la formation à l'utilisation avisée du vélo dans la circulation ;
4. encourager les parents et les écoles à favoriser les déplacements des enfants et des jeunes à vélo ;
5. informer le public sur l'utilité du vélo.

Développement :

Le déplacement à vélo est en net recul depuis quelques années. C'est ce qui ressort d'une étude publiée en juin de l'an passé par l'Office fédéral des routes OFROU. Selon cette étude, les enfants et les jeunes sont nombreux à avoir abandonné le vélo dans la période de 1994 à 2010, tous âges confondus. Parmi les 13 à 15 ans, la proportion de cyclistes est passée de 38 à 24 pour cent depuis 1994 ; parmi les jeunes de 16 et 17 ans, elle est passée de 26 à 13 pour cent et parmi les 18 à 20 ans, elle est passée de 20 à cinq pour cent dans la même période.

L'explication est à chercher dans la longueur des trajets scolaires, dans la concurrence des transports publics et dans le transport assuré par les parents. L'auteur de l'étude, le sociologue Daniel Sauter, voit là un changement de paradigme. Alors que les enfants sont plus fréquemment amenés en voiture par leurs parents, les jeunes renoncent à se procurer leur propre véhicule, se déplacent plus souvent en transports publics ou à pied.

Réponse du Conseil-exécutif**Remarques générales :**

Cette motion charge le Conseil-exécutif d'examiner la mise en œuvre des demandes énumérées aux points 1 à 5 visant à promouvoir le vélo en tant que moyen de transport dans les écoles.

Le Conseil-exécutif accorde beaucoup d'importance aux moyens de transport respectueux de l'environnement, à l'activité physique chez les enfants et les jeunes ainsi qu'à la sécurité routière. C'est la raison pour laquelle l'éducation routière, le sport et la gestion respectueuse des ressources font partie intégrante du plan d'études germanophone pour l'école enfantine *Lehrplan Kindergarten*, du plan d'études germanophone pour le degré primaire et le degré secondaire I *Lehrplan Volksschule* et du Plan d'études romand. En outre, depuis des décennies, le canton prend systématiquement des mesures adaptées en faveur de la sécurité des cyclistes sur les routes

cantonales. Les bases cantonales en la matière et les instruments de planification, tels que le guide *Standards pour les routes cantonales*¹, le *Plan du réseau routier 2014 - 2029*² ou le *Plan sectoriel pour le trafic cycliste*³, tiennent compte des besoins des cyclistes, notamment de ceux des écoliers et écolières qui se rendent à vélo à l'école.

Le Conseil-exécutif se prononce comme suit sur les cinq points abordés dans la motion :

Points 1 et 2 :

Ce sont les communes qui sont responsables de la planification des trajets scolaires et des pistes cyclables dans le cadre de l'aménagement du territoire. L'élaboration de mesures de construction visant à améliorer la sécurité et l'attrait des chemins destinés à la mobilité douce incombe aux propriétaires des routes en question. Les conseillers et conseillères en circulation de la police cantonale fournissent des recommandations aux autorités dans le cadre de la mise en œuvre de mesures architecturales et techniques visant à promouvoir la sécurité de tous les usagers et usagères de la route. Pour ce qui est de la sécurisation des trajets scolaires, les conseillers et conseillères en circulation de la police cantonale travaillent en étroite collaboration avec les moniteurs et monitrices de la circulation dans les écoles, les propriétaires des routes et les autres autorités concernées.

Le Conseil-exécutif est disposé à charger un groupe de travail supradirectionnel d'examiner la pertinence de mener un projet pilote visant la promotion du vélo en tant que moyen de transport. Il serait préférable que cela se déroule de façon coordonnée avec l'implication des organisations spécialisées.

Point 3 :

L'éducation routière est dispensée dans les écoles depuis de nombreuses années. Cet enseignement est assuré par la Direction de la police et des affaires militaires (POM) dans toutes les classes de la scolarité obligatoire (école enfantine comprise) du canton sur la base d'une stratégie uniforme et contraignante. Cette stratégie respecte notamment les normes nationales du Bureau de prévention des accidents (bpa). Les moniteurs et monitrices de la circulation ont un mandat complet et fournissent des prestations variées. Ainsi, les 35 moniteurs et monitrices spécifiquement formés ne se contentent pas de distiller l'éducation routière dans les salles de classe mais font également des sorties didactiques avec les enfants et les jeunes. L'éducation routière et cycliste est progressive et se termine par un test cycliste théorique et pratique. Les moniteurs et monitrices fournissent si nécessaire des conseils en matière de circulation aux membres du corps enseignant, aux parents et aux autorités communales, notamment en ce qui concerne la sécurité routière sur le territoire communal. Ils sont également à l'écoute des attentes de la population. Enfin, ils assurent ponctuellement la sécurité des enfants sur le chemin de l'école ou surveillent parfois le chemin de l'école (p. ex. au début de l'année, changement d'heure, en automne [en cas de brouillard]).

Outre l'éducation routière, les plans d'études renferment divers contenus relatifs à l'activité physique en général et à la sécurité routière en particulier. Le *Lehrplan für den Kindergarten* comporte par exemple l'objectif particulier *Bewegungsmöglichkeiten weiterentwickeln* (développer les possibilités d'activité physique). Les deux objectifs de base suivants constituent une référence intéressante par rapport aux demandes formulées dans le postulat : *Mit vielfältigen Bewegungsmöglichkeiten spielen und experimentieren* et *Geschicklichkeit; Koordination, Reaktionsschnelligkeit und ein Gefühl für den Einsatz der körperlichen Kraft weiterentwickeln und verfeinern (z.B. rollen, balancieren)* (« jouer et expérimenter en faisant différents exercices d'activité physique » et « développer et affiner l'adresse, la coordination, les réflexes ainsi qu'améliorer et affiner l'utilisation de la force [p. ex. faire des roulades, se balancer] »). Le *Lehrplan 95* comporte différents objectifs de base en matière de sport en plein air durant la 7^e et 8^e année scolaire, p. ex. pour des sorties à vélo. Le *Lehrplan 21* mentionne quant à lui le domaine de compétences *Gleiten, Rollen, Fahren* (faire du patin à roulettes et à glace, faire du vélo) dans l'unité *Bewegung und Sport* (mouvement et sport). Des compétences en matière de cyclisme y sont formulées dans les trois cycles. Le Plan d'études romand (PER) n'est pas en reste et comporte des objectifs

¹ Cf. www.bve.be.ch/bve/fr/index/strassen/strassen/kantonsstrassen/ausbau_und_umgestaltung.assetref/dam/documents/BVE/TBA/fr/TBA_ST_KS_AH_Standards_Kantonsstrassen_F.pdf

² Cf. www.bve.be.ch/bve/fr/index/strassen/strassen/kantonsstrassen.assetref/dam/documents/BVE/TBA/fr/TBA_ST_DP_Strassennetzplan_2014_bis_2029_F.pdf

³ Cf. www.bve.be.ch/bve/fr/index/mobilitaet/mobilitaet_verkehr/langsamverkehr/veloverkehr.assetref/dam/documents/BVE/TBA/de/TBA_MV_DP_Sachplan_Veloverkehr.pdf

d'apprentissage correspondants dans la rubrique *Corps et mouvement*, p. ex. *Mobiliser des techniques et des habiletés motrices en exerçant son sens de l'équilibre, son adresse et son agilité*. Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif considère que la formation initiale et continue des enfants et des jeunes en matière de cyclisme est bonne.

Points 4 et 5 :

Comme mentionné dans le point 3, le Conseil-exécutif considère que la promotion du cyclisme auprès des enfants et des jeunes dans les écoles sur la base des dispositions des plans d'études est suffisante. Outre aux enseignants et enseignantes de l'école obligatoire et aux moniteurs et monitrices de conduite de la police, il est aussi demandé aux parents ou aux responsables légaux de contribuer à la transmission des compétences nécessaires et de donner le bon exemple sur la route.

Le Conseil-exécutif est toutefois disposé à étudier de quelle manière il serait possible d'inciter les parents à encourager leurs enfants à faire du vélo et d'informer la population des avantages du cyclisme.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Chiffre 1: adoption

Chiffre 2: adoption

Chiffre 3: adoption et classement

Chiffre 4: adoption

Chiffre 5: adoption

Proposition UDC (Brand, Münchenbuchsee)

Adoption et classement de tous les points.

Le président. Der Regierungsrat fordert eine ziffernweise Abstimmung. Die SVP will mit ihrem Antrag sämtliche Ziffern abschreiben.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Das Postulat scheint unbestritten zu sein, was uns sehr freut, denn es fordert etwas, was uns allen ein Anliegen ist. (*Der Präsident läutet die Glocke.*) Aufgrund neuer Zahlen des Bundesamtes für Strassen wissen wir, dass die Benutzung des Fahrrads gerade bei Kindern in den vergangenen Jahren massiv zurückgegangen ist. Während früher viele Kinder das Fahrrad benutzten, wird es heute nur noch von jedem vierten 13-Jährigen benutzt. Von dem her besteht also tatsächlich ein Bedarf. Warum will denn die SVP das Postulat abschreiben? Wir sind einverstanden mit der Antwort des Regierungsrats, wonach Ziffer 3 abgeschrieben werden soll. Bei Ziffer 3 geht es um den Verkehrsunterricht. Der Regierungsrat legt in seiner Antwort dar, dass dieser Punkt im Rahmen der Polizeidirektion erfüllt ist. Warum sind wir der Ansicht, dass die anderen Ziffern nicht abgeschrieben werden sollten? Es geht um die Förderung des Fahrradfahrens, einerseits um die Software und andererseits um die Hardware. Die Hardware betrifft die Schulwegsicherheit, Strassen, die kinderfreundlich gebaut sind, die gute Erreichbarkeit der Schulhäuser. Hier braucht es eine Zusammenarbeit der Gemeinden, der kantonalen Behörden und der Verkehrsberater der Kantonspolizei. Es spielen hier also verschiedene Akteure eine Rolle. Wir sind froh, wenn die Regierung in ihrer Antwort schreibt, sie wolle eine überdirektionale Arbeitsgruppe ins Leben rufen, die im Rahmen eines Pilotprojekts den Einsatz und die Zusammenarbeit dieser verschiedenen Kreise koordiniert, um damit dem Ziel näher zu kommen. Da die Regierung bereit ist, dieses Anliegen zu prüfen, wäre eine Abschreibung vorschnell. Wir wollen diese Arbeiten jetzt nicht bremsen, im Gegenteil: Jetzt soll in die Pedale gestiegen werden. Von daher bitten wir Sie, wie die Regierung die Ziffer 3 abzuschreiben, die vier anderen Ziffern jedoch nicht. Nur so ist es möglich, dieses Anliegen in Fahrt zu bringen.

Le président. Will jemand von der SVP den Antrag auf Abschreibung sämtlicher Ziffern begründen?

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (UDC). Ich muss noch eine Korrektur vornehmen. Die SVP-Fraktion spricht sich für die Abschreibung aus, wenn das Postulat angenommen wird, aber grundsätzlich akzeptieren wir nicht sämtliche Ziffern des Postulats. Ich erkläre das noch kurz: Für die SVP-Fraktion ist das Fahrradfahren ganz klar ein wichtiger Bestandteil. Die Kinder und Jugendlichen sollen sich bewegen, und das auch beim Velofahren und auf dem Schulweg. Eine grosse Anzahl von Schülerinnen und Schülern macht das täglich, vor allem diejenigen mit einem

langen Schulweg, und wenn es von der Verkehrsstruktur her möglich ist, den Schulweg mit dem Fahrrad zurückzulegen. Doch die Motionärin behandelt ein Thema, das ganz klar in den Bereich der Gemeindeautonomie gehört, und von daher sind die wichtigsten Aspekte bereits abgedeckt. So sind die Ziffern 1 und 2 Aufgaben der Gemeinden. Würde der Grosse Rat solche Forderungen an die Gemeinden stellen, hätte dies ja die Erarbeitung von baulichen Rahmenbedingungen zur Folge. Und in dem Fall müsste der Kanton diese Projekte mitfinanzieren und dürfte den Gemeinden nicht zusätzliche Kosten aufhalsen. Die Forderung von Ziffer 3 wird bereits von den Schulen in enger Zusammenarbeit mit der Polizei abgedeckt. Die jährlichen Lektionen für Verkehrsunterricht werden sehr seriös umgesetzt, das können wir in den Gemeinden immer wieder beobachten. Das ist ein Teil des Schulunterrichts. Ziffer 4 ist definitiv eine Aufgabe des Elternhauses und nicht eine Aufgabe des Kantons.

Zu Ziffer 5: Fahrradfahren ist definitiv kein Auftrag des Kantons, sondern ein Auftrag der Eltern und der Gemeinden und Schulen. Es braucht keine überdirektionale Arbeitsgruppe und auch kein Pilotprojekt. In diesem Bereich wird heute bereits sehr viel gemacht, und die Gemeinden decken das in Zusammenarbeit mit den Verkehrsberatern innerhalb der Kantonspolizei mit grossem Engagement ab. Im Bereich Schülertransporte weisen die Gemeinden bereits einen sehr hohen Kostenposten auf. Man sollte also mit den Baumassnahmen für Fahrradwege nicht noch zusätzliche Kosten generieren. Die Gemeinden fördern das Fahrradfahren dort, wo es sinnvoll ist, wo die Verantwortung aus Sicht des bestehenden Verkehrs überhaupt zu tragen ist, und dort, wo der Weg in einem sinnvollen Zeitrahmen zu bewältigen ist. Die SVP beantragt mehrheitlich, die Ziffern 1, 2, 4 und 5 abzulehnen. Bei Ziffer 3 findet sich eine kritische, knappe Annahme. Wir beantragen, das Postulat abzuschreiben, wenn es angenommen werden sollte.

Pierre-Yves Grivel, Biel/Bienne (PLR). Voici un postulat jugé inutile par le groupe libéral-radical, et ceci pour plusieurs raisons. L'individu est par principe libre et responsable de ses mouvements et du choix de ses déplacements. S'il est très jeune, ce sont ses parents qui l'éduqueront. Par la suite, le milieu de l'école et finalement les règles, les lois qui concernent la circulation. Alors pourquoi faire une étude sur la promotion du vélo? Pourquoi s'inquiéter de la diminution de l'attractivité du vélo? Aujourd'hui, les modes de transport ont évolué. On va à l'école à pied, oui pedibus, et plus qu'on ne le pense. D'ailleurs, les élèves utilisent leur iPhone pour voir les distances parcourues et la performance réalisée. On favorise les transports communs ou les bus scolaires si les enfants sont petits. Les adolescents viennent en trottinette, en skate, en inline, ce qui a obligé l'école à organiser des casiers ou des emplacements pour tout ce nouveau matériel. Et que dire des parents qui amènent leurs petites têtes blondes en voiture autour des collèges. On fait déjà beaucoup dans les écoles. On informe les élèves, les parents, on instruit par la police, on a des parcs à vélos, on fait des jardins de circulation avec la police, on a des moniteurs et des monitrices qui font un excellent travail. Il n'y a pas d'interdiction de venir à vélo chez moi à l'école. Les PER comportent des objectifs d'apprentissage dans la rubrique «Corps et mouvement», par exemple développer des habilités motrices, le sens de l'équilibre, l'agilité, et ceci dans les trois cycles. Oui, l'école bouge mais l'individu doit assumer et se montrer responsable de ses mouvements. Ce n'est pas à l'école, ce n'est pas à la formation, ni à la commune, ni au canton de se positionner sur la baisse de fréquentation des vélos. Laissons à l'individu le choix de ses déplacements, et ceci en respectant les lois existantes. Le groupe libéral-radical rejette le postulat.

Melanie Sarah Beutler- Hohenberger, Gwatt (PEV). Es ist vielleicht gut, wenn wir nach der FDP sprechen können, denn wir vertreten eine ganz andere Meinung. Dieses Postulat verlangt die Förderung des Langsamverkehrs, hier eben spezifisch auf die Kinder und die Jugendlichen gemünzt. Das ist ein gemeinsames Anliegen der EVP und der Grünen. Die Evangelische Velopartei, erlauben Sie mir bitte dieses Wortspiel, nimmt sämtliche Ziffern einstimmig an, inklusive Abschreibung von Ziffer 3. Der Kanton, namentlich die POM mit dem Verkehrsunterricht und die ERZ, leisten hier gute Arbeit und das darf man auch einmal würdigen. Wir sind ja eine familienfreundliche Fraktion mit insgesamt 36 Kindern; man höre und staune. Wir sind von diesen Forderungen direkt betroffen. Zum Beispiel legt man im Schulhaus von meiner Tochter grossen Wert auf das selbstständige Zurücklegen des Schulweges durch die Kinder. In vorbildlicher Weise werden relativ oft Flyer verteilt, die genau auf dieses Anliegen eingehen. Ich denke da zum Beispiel an den Flyer, der auf einen Velokurs hinwies, den man während des Sommers besuchen konnte, oder an den Hinweis auf die Velobörse im Herbst oder auch ganz generell an Hinweise auf bewegungsfördernde Programme. Unser Schulweg dauert zu Fuss mehr als eine halbe Stunde und dieser tägliche Schulweg, den Kinder zu Fuss, auf dem Trottinett oder eben auf dem Fahrrad

zurücklegen, ist für die Kinder ein direkter gesundheitlicher oder sozialer Gewinn. Gleichzeitig beinhaltet er aber auch ein potentiell Sicherheitsrisiko. Der Schulweg ist geprägt von viel Verkehr auf der Kantonsstrasse, von der Überquerung eines Autobahnzubringers, von hohen Bordsteinkanten, also Trottoirs in allen Variationen, und anderen Hindernissen. Deshalb freut sich die EVP-Fraktion über die Bereitschaft der Regierung, eine solche Arbeitsgruppe einzusetzen, welche die Durchführung eines Pilotprojekts zur Förderung des Fahrradverkehrs prüfen soll.

Schliessen möchte ich hier aber ganz ausdrücklich mit einem Dank an all die erfahrenen und kompetenten Verkehrsinstruktorinnen und Verkehrsinstruktoren, die unseren Kindern das Verhalten auf dem Schulweg und im Strassenverkehr beibringen. Ich selber wurde vom Kindergarten eingeladen, am nächsten Freitag dem theoretischen Teil beizuwohnen, und ich werde das selbstverständlich sehr gerne machen.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Die Postulantin beschreibt den Rückgang der Anzahl Jugendlichen. Wenn dieser Rückgang dem ÖV zugutekommen würde, wäre das akzeptabel. Wenn es aber darauf hinaus läuft, dass immer mehr Kinder in die Schule oder wohin auch immer chauffiert werden, müssen wir sicher kritisch hinschauen. Die glp unterstützt grundsätzlich sämtliche Ziffern dieses Postulats. Fahrradfahren ist für uns ein grosses Anliegen und es ist uns ein grosses Anliegen, dass die Schülerinnen und Schüler diese Geschicklichkeit entwickeln können und wissen, wie man sich im Strassenverkehr verhalten muss. Für den Bau eines Veloständers oder eines Veloplatzes ist die Gemeinde zuständig. Auch der Bau von Schulhäusern liegt in der Kompetenz der Gemeinden. Beim Schulweg sieht es schon ein bisschen anders aus. Hier braucht es die Koordination unter den Gemeinden und auch zwischen den Eigentümern der Strassen. Wir alle haben den Verkehrsunterricht besucht. Diesen gab es bereits vor 50 Jahren, ich erinnere mich gut daran. Er hat sich verändert, aber es gibt ihn immer noch und er läuft gut.

Bei den Ziffern 4 und 5 sollten die Eltern mehr Verantwortung übernehmen. Es ist nicht die Aufgabe der ERZ, also der Schule, die Eltern zu schulen. Hier läuft bereits einiges. Ich habe jetzt eine Frage an den Erziehungsdirektor: Er ist bereit, ein Pilotprojekt zur Förderung des Fahrrades zu machen. Er schreibt aber auch, dass er Fachorganisationen beiziehen wird, und ich möchte nun wissen, um welche Fachorganisationen es sich handelt. Denn wir möchten die ganze Organisation schlank halten. Wichtig ist, dass die Kinder das Fahrradfahren nicht verlernen. Deshalb ist die glp bereit, diesen Vorstoss als Postulat anzunehmen, möchte jedoch die Ziffern 3, 4 und 5 abschreiben. Den Ziffern 1 und 2 möchten wir eine Chance geben, damit sich die Erziehungsdirektion gewisse Überlegungen machen kann.

Daniel Schwaar, Wileroltigen (PBD). Angesichts der Forderung des Postulats und der Antwort des Regierungsrats möchte ich mich nur sehr kurz halten. Aus unserer Sicht gibt es keine Beweggründe, warum der Weg zur Schule mit dem Fahrrad nicht durch geeignete Massnahmen gefördert werden sollte. Abgesehen vom Risiko des Stresses und des rücksichtslosen Individualverkehrs ist Fahrradfahren gesundheitsfördernd und dient im Fall der Regelmässigkeit der Sicherheit sämtlicher Verkehrsteilnehmer, insbesondere der Schulkinder. Würden wir dieses Anliegen mit einem Weitwinkelobjektiv betrachten, wäre es nicht das Allerdümmste, wenn die Kinder den Stahlesel mehr benutzen würden. Dazu wäre ja die Forderung von Ziffer 4 prädestiniert. Wenn wir überhaupt bei dieser Fragestellung etwas einwenden müssten, dann am ehesten beim Verzicht auf Veloverbote auf Schulwegen. Es müsste situativ geprüft werden, wo das sinnvoll wäre und wie die Sicherheit der Fussgänger gewährleistet werden könnte. Die BDP-Fraktion begrüsst die Anliegen des Postulats und die Zusicherung der Regierung auf Annahme sämtlicher Ziffern, inklusive Abschreibung von Ziffer 3. Es gibt einzelne Mitglieder, die sämtliche Ziffern abschreiben werden.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS). Ich kann es wirklich auch sehr kurz machen. Wie könnte unsere Fraktion dagegen sein, wenn es darum geht, mit dem Fahrrad in die Schule zu gehen und das zu fördern? Das entspricht auch uns voll und ganz. Deshalb nehmen wir sämtliche Ziffern an und bestreiten bei Ziffer 3 die Abschreibung. Man kann nicht genug machen, man kann nicht genug motivieren und wir finden diesen Weg sehr gut. Allerdings muss auch der Schulweg, der zu Fuss zurückgelegt wird, gefördert werden. Auch er muss wieder gut gesichert werden, das ist uns ganz wichtig. Denn es ist total schön, den Schulweg gemeinsam zurückzulegen und auch sehr wichtig. Jedenfalls ist es viel schöner, als wenn einen der Vater oder die Mutter mit dem Auto hin bringt. Sagen Sie also ja zu diesem Postulat und bestreiten Sie alle Abschreibungen!

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Wir sind uns einig: Erstens, Fahrradfahren ist eine gute Sache für die Gesundheit der Schülerinnen und Schüler und für die Umwelt. Zweitens tut die Schule zur Förderung des Fahrradfahrens bereits viel, auch insbesondere in Zusammenhang mit der Aus- und Weiterbildung auf dem Fahrrad. Es ist also nicht so, dass heute für das Fahrradfahren nichts gemacht wird. Bereits heute wird von Seiten der Schule, bzw. der ganzen Schulwelt im weitesten Sinne versucht, das Fahrradfahren zu unterstützen. Drittens: Vieles liegt nicht in der Kompetenz des Kantons. Frau Speiser hat dabei die baulichen Rahmenbedingungen angesprochen, die in der Kompetenz der Gemeinden liegen. Aber auch die Ziffern 4 und 5 liegen nicht einfach in der Kompetenz des Kantons. Deshalb sprechen wir nicht von der Erarbeitung einer grossen Gesetzgebung. Vielmehr möchten wir eine Arbeitsgruppe auf die Beine stellen, die interdirektional prüft, was die Gemeinden, die Schulen zusätzlich noch machen könnten, damit das Zurücklegen des Schulwegs mit dem Fahrrad attraktiver wird. Man müsste dann anschliessend das eine oder andere Pilotprojekt durchführen, wobei diejenigen Gemeinden mitmachen würden, die dazu bereit sind. Wenn Sie das Postulat ablehnen oder abschreiben, machen Sie die Aussage, dass für das Fahrradfahren genug gemacht wird und für den Rest die Gemeinden zuständig sind. Es bestünde aber durchaus noch die Möglichkeit, zusammen mit den Gemeinden im Rahmen eines Pilotprojekts herauszufinden, was wir den Gemeinden und den Schulen als Leitfaden zur Verfügung stellen könnten, um ihnen aufzuzeigen, was man noch machen könnte.

Christoph Grimm fragte, wer in dieser Arbeitsgruppe mitarbeiten würde. Selbstverständlich müssten die Polizei- und auch die Baudirektion dort mitarbeiten, aber wahrscheinlich auch die JGK, also diejenigen, die am ehesten davon betroffen sind. Ich sage das jetzt spontan. Dann aber auch Fachorganisationen wie zum Beispiel die «Pro Velo» und Verkehrsorganisationen wie der TCS und der VCS. Da es letztlich auch um Bewegung geht, müsste auch «Schule bewegt» teilnehmen, aber das haben wir noch nicht definiert, denn das Projekt wurde noch nicht gestartet. Wir warten jetzt einmal den Entscheid von heute ab. Aus unserer Sicht könnte man hier noch einmal etwas tun, keine Riesensache, aber wir warten darauf, ob Sie das sinnvoll finden oder nicht. Eine Ablehnung oder eine Abschreibung würde zeigen, dass Sie das nicht möchten, was schade wäre, denn man könnte für die Gesundheit der Schülerinnen und Schüler noch mehr machen.

Le président. Wir stimmen jetzt mindestens fünf- wenn nicht zehnmal ab. Es geht bei sämtlichen Ziffern um ein Postulat. Wer Ziffer 1 des Postulats annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	82
Non	55
Abstentions	3

Le président. Sie haben Ziffer 1 angenommen. Wir befinden sogleich über deren Abschreibung. Wer Ziffer 1 abschreiben will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui	72
Non	69
Abstentions	1

Le président. Sie haben Ziffer 1 abgeschrieben. Wer Ziffer 2 annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 82

Non 58

Abstentions 2

Le président. Sie haben Ziffer 2 angenommen. Wir befinden über die Abschreibung. Wer Ziffer 2 abschreiben will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 67

Non 73

Abstentions 1

Le président. Das wird knapp. Sie haben Ziffer 2 nicht. Wer Ziffer 3 annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 85

Non 56

Abstentions 2

Le président. Sie haben Ziffer 3 angenommen. Jetzt befinden wir über die Abschreibung. Wer Ziffer 3 abschreiben will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui 109

Non 30

Abstentions 2

Le président. Sie haben Ziffer 3 abgeschrieben. Wer Ziffer 4 annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 4)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 84

Non 57

Abstentions 2

Le président. Sie haben Ziffer 4 angenommen. Auch hier befinden wir über die Abschreibung. Wer Ziffer 4 abschreiben will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 4)

Décision du Grand Conseil :
Classement

Oui	82
Non	60
Abstentions	0

Le président. Sie haben Ziffer 4 abgeschrieben. Wer Ziffer 5 annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 5)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	77
Non	61
Abstentions	3

Le président. Sie haben Ziffer 5 angenommen. Jetzt kommen wir zur letzten Abstimmung dieses Geschäfts. Wer Ziffer 5 abschreiben will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 5)

Décision du Grand Conseil :
Classement

Oui	85
Non	57
Abstentions	1

Le président. Sie haben Ziffer 5 abgeschrieben.